

8830317 013

ADRESSE DE M. MICHEL ROCARD,
PREMIER MINISTRE DU GOUVERNEMENT FRANCAIS
A LA CONFERENCE DU XXEME ANNIVERSAIRE DU CLUB DE ROME.

La France est heureuse de pouvoir être l'hôte du Club de ROME et se félicite qu'il ait choisi de célébrer son vingtième anniversaire à PARIS. J'aurais beaucoup aimé être présent parmi vous, mais les emplois du temps d'un Premier Ministre, sont soumis à de fortes contraintes qui m'ont obligé, à mon grand regret, à ne pas venir m'adresser à vous de vive voix.

Vous constituez depuis vingt ans un lieu de réflexions, de rencontres et de dialogue tout-à-fait essentiel. La diversité des origines nationales, politiques et intellectuelles de vos membres, le souci que vous avez d'entretenir un dialogue qui soit fondé sur des analyses approfondies et raisonnées, sans que les clivages d'aucune sorte soient un alibi au refus de compréhension mutuelle, vous confèrent une autorité particulière. La sympathie que j'éprouve personnellement pour cette démarche, l'intérêt que porte à vos travaux le Gouvernement Français, me rendent particulièrement agréable la responsabilité que vous m'avez confiée d'ouvrir vos travaux.

Permettez-moi, au lieu des paroles d'accueil que j'aurais aimé pouvoir vous adresser personnellement, de vous livrer quelques réflexions que m'inspire l'objet de vos discussions de cette semaine.

En prenant connaissance du programme de vos travaux j'ai relevé les termes d'instabilité, désordre, complexité et incertitude. En abordant ainsi le thème de la grande transition vers la nouvelle société mondiale vous avez exprimé le sentiment dominant de ceux qui tentent d'explorer et de préparer l'avenir, et de donner un nouvel espoir à la jeunesse du monde.

L'instabilité tout d'abord.

La croissance mondiale continue des trente années qui ont suivi la guerre a été cassée ; la croissance des uns n'est pas toujours compatible avec celle des autres et de ce fait naissent des déséquilibres auto-entretenus ; les va-et-vient monétaires sont à l'origine de flux et de reflux des capitaux et du commerce ; on voit, et c'est ce qui me frappe le plus, se produire de véritables involutions, des sociétés qui se désindustrialisent, des pans entiers d'activité qui disparaissent dans certains pays. De plus en plus en effet le développement doit se faire sur fond de déséquilibres, de destructions ou de profondes mutations, de telle sorte qu'on ne peut progresser sans en même temps devoir liquider tout ou partie du passé.

Vous avez également choisi de traiter du désordre économique et financier. Indépendamment des explications qui peuvent en être données, je suis frappé par l'existence d'un tel désordre, alors même que les instruments de prévision économique et les moyens d'évaluation des conséquences des décisions de politique économique ont fait des progrès considérables. Quelles que soient les critiques que l'on peut faire des théories ou des modèles économiques, les Gouvernements disposent d'instruments de pilotage leur permettant de remédier aux désordres économiques internationaux. On mesure mieux ainsi les difficultés qu'ils ont à adopter des conduites rationnelles, à participer à des stratégies coopératives permettant de maximiser la satisfaction collective. Et pourtant les progrès faits dans ce sens montrent que c'est bien la seule voie à suivre. La coopération en matière monétaire, la coordination des politiques économiques, quelque insuffisantes qu'elles soient, ont fait preuve de leur utilité.

On peut en même temps d'ailleurs constater l'incapacité des marchés à rétablir l'ordre, en théorie naturel, que certains attendent d'eux. L'imbrication des marchés des

changes de toute la planète n'empêche pas les évolutions erratiques des parités monétaires ni l'écart durable des taux de change par rapport à un niveau compatible avec "les fondamentaux" de l'économie.

Je pense donc que le désordre économique mondial n'est ni le produit du désarroi des économistes, ni une fatalité ; j'y vois plutôt l'effet d'une insuffisante prise en charge collective des difficultés.

La complexité. Une des sources de cette complexité dans le domaine économique est le décloisonnement des espaces, l'ouverture des économies. Face à une telle situation nous courons le risque permanent du conflit ou de l'immobilisme ; conflit lorsqu'est prise une décision qui ne peut répondre à toutes les attentes ou qui reporte les frustrations, les pénuries ou les charges d'un groupe sur un autre ; immobilisme lorsque les choix ne peuvent être faits, lorsque les intérêts contradictoires se neutralisent mutuellement.

Gouverner dans la complexité requiert une double attitude. La lucidité, c'est-à-dire à mes yeux la délimitation du champ des possibles, la reconnaissance des véritables marges de manoeuvre. Mais un tel renoncement aux illusions ne doit pas conduire à la paralysie, d'où la seconde attitude complémentaire de la première et tout aussi importante, l'obstination, la détermination à rechercher les voies de déblocage ou les compromis qui permettent de progresser. La construction européenne me paraît exemplaire de cette volonté collective de ne pas se résigner devant la complexité, au sens que je lui donne d'accumulation des contraintes. La prise de conscience du gain collectif qui résultera de la réalisation du marché unique a permis de trouver un terrain d'accord et de débloquent des dossiers apparemment insolubles. Nous avons vu également cette méthode à l'oeuvre lors de la négociation d'adhésion de l'Espagne ou du Portugal.

Gouverner dans l'incertitude. Nous avons fait l'expérience de la difficulté des prévisions. Ce thème de l'incertitude doit d'ailleurs être rapproché de celui de l'instabilité. Dans un monde instable, l'horizon ne peut être fixé et les gouvernements sont tentés de n'être que les gestionnaires du court terme. De ce fait, la planification a été remise en cause, car risquant de figer les choix, alors que l'environnement économique peut brutalement subir de brutales transformations. Et, en effet, l'évolution des prix de l'énergie entre 1974 et aujourd'hui est la preuve de la difficulté de tous les calculs de rentabilité à long terme.

Cette vision pessimiste à l'excès et démobilisatrice doit être fortement nuancée et je vois au contraire dans l'accroissement de l'incertitude une forte raison de travailler dans une perspective de long terme :

- il serait vain d'espérer à long terme une disparition magique des contraintes et des menaces que nous voyons apparaître aujourd'hui. Je me souviens à ce propos d'une des critiques qui avait été adressée au premier rapport du Club de ROME, lequel, outre les prévisions de consommation énergétiques et de demande de matières premières, faisait apparaître les conséquences d'une extrapolation des taux de croissance démographique jusqu'à la fin du siècle. Celles-ci, pensait-on, étaient tellement lourdes de conséquence qu'elles ne pourraient se produire ; on sous-entendait qu'un quelque événement catastrophique ou naturel à défaut de mesures correctrices volontaires, assureraient un retour à l'équilibre. Refuser de prendre en considération des extrapolations pour la simple raison qu'elles conduisent à une situation insoutenable ne me paraît pas de très bonne méthode. Et je pense que vous aviez, par vos prévisions, joué un rôle normatif extrêmement positif qui a été mal compris. L'avenir n'est certainement pas prévisible, mais ce que nous connaissons des difficultés présentes doit au contraire nous inciter fortement à rechercher des réponses, qui supposent une réaction volontariste et qui ne produiront leurs effets qu'à long terme.

- l'incertitude de l'avenir ne peut d'ailleurs qu'être accrue par le refus des gouvernements de gérer l'avenir. Les demi-mesures du Gouvernement Américain face aux déficits budgétaire et commercial, qui sont une des causes des déséquilibres que nous constatons aujourd'hui, n'alimentent-elles pas les interrogations des milieux économiques ? N'est-ce pas là la principale raison de leur perplexité et des anticipations irrationnelles qui mettent à mal les marchés financiers. A contrario, la résolution affirmée clairement des douze gouvernements européens de construire un marché unique a créé une dynamique telle, que les entreprises et les pays tiers le considèrent comme acquis et s'y préparent. Nous voyons bien là que l'incertitude n'est pas une fatalité mais bien souvent le reflet des hésitations et de l'indétermination.

- enfin, et cette remarque reprend les deux précédentes : il y a des tendances lourdes que nous connaissons parfaitement. Nous connaissons les taux de croissance démographique, nous savons que les ressources pétrolières ne sont pas inépuisables, nous pouvons prévoir ce que sera le taux de chômage en Europe en l'absence de reprise saine et durable de la croissance, nous constatons que bien des pays du Tiers-Monde sont en train de s'appauvrir... Ne mettons pas l'incertitude où elle n'est pas, car ce qui est incertain aujourd'hui c'est la nature de notre réponse.

J'en conclus donc que gouverner dans l'incertitude ne peut pas être un alibi à de simples gestions de court terme, c'est au contraire un motif de maîtriser les tendances de long terme, qui peuvent nous porter, si nous n'y prenons garde, à des situations que nous refusons.

Après avoir évoqué ce qui caractérise l'environnement dans lequel nous gouvernons et qui conditionne la transition vers le monde du troisième millénaire, je voudrais relever le sujet que doit traiter devant vous Edgard PISANI, la réhabilitation du politique. Cela me paraît le juste contrepoint à ce qui, sans cela, pourrait passer pour une réflexion catastrophiste et désabusée. Je pense, en effet, -et je salue au passage votre profonde sagesse, d'avoir voulu aborder ce thème en apparence à contre courant des idées reçues- que l'instabilité, le désordre, la complexité et l'incertitude sont autant de défis pour l'homme politique et font peser sur lui une responsabilité nouvelle.

Plus que par le passé, le politique est comptable devant l'opinion de sa capacité à préparer l'avenir. Il l'est d'autant plus que les mesures de court terme, ou bien sont insuffisantes ou bien peuvent aggraver les déséquilibres. Il ne suffit plus d'entretenir des espérances ou de définir des projets à long terme si ne sont pas envisagées concomitamment des politiques précises, si ne sont pas prises des décisions qui portent sur un horizon plus lointain que les plus prochaines échéances électorales. Je pense que l'opinion est consciente de cette nécessité et sait faire le partage entre les intentions et les actes et mesurer les premières à l'aune des seconds.

Face à l'instabilité, l'opinion attend des hommes politiques la constance, face au désordre le souci d'obéir à une certaine rationalité, face à la complexité la lucidité pour tenir compte des contraintes, face à l'incertitude la détermination suffisante pour peser sur le cours des événements.

8830817 C05 7

Mais, bien qu'elle attende des hommes politiques une telle attitude, l'opinion n'est pas prête à en accepter les conséquences immédiates si elle n'est pas convaincue de leur nécessité. Aussi, la tâche de convaincre me paraît-elle l'un des principaux devoirs de l'homme politique. C'est le signe du respect qu'il doit à ses mandants, c'est également la source de sa crédibilité et de son autorité.

Cela m'amène à formuler une conclusion, que d'aucuns trouveront paradoxale, à une époque où on parle à satiété de la faillite des hommes politiques et du trop d'Etat. Le monde imprévisible et instable que nous connaissons, le sentiment, parfois l'inquiétude et l'angoisse, de vivre une transition vers une société que nous ignorons, voire redoutons, sont autant de raisons de réhabiliter la politique en lui confiant la tâche de préparer et de mettre en oeuvre des choix pour l'avenir. Je vois dans le prétendu discrédit des hommes politiques, plus une demande pressante dans ce sens, qu'un véritable désaveu.